

CINEMA MILITANT : "ALL' ARMI SIAM FASCISTI" (un procès du fascisme italien)

C'est le titre d'une célèbre chanson fasciste ; c'est aussi celui d'un film produit par le parti socialiste italien et destiné à l'origine aux militants de ce parti. Réalisé par des militants, ce long métrage a obtenu miraculeusement le visa de censure commercial en Italie (quelques coupures mineures ayant été faites). Il a été présenté au Ciné-Club Action en juin 1964, pour la première fois en France.

Les réalisateurs (Lino Micciché, critique à « Avanti », Lino del Fra et Cecilia Mangini, militants PSI) (1) ont voulu, à l'aide de documents dont certains sont très rares, faire le procès du fascisme italien d'abord (imaginez un long métrage sur Vichy), procès qui s'élargit à celui du fascisme international, pour aboutir à la répression des révolutions coloniales ; « chaque fascisme doit avoir son Algérie » entend-on dans le commentaire. Pas de tabou. La pourriture dans toute sa nudité. Les rois, princes, prélats, propriétaires, bourgeois, industriels, papas et grands sorciers, derrière le masque des institutions de la religion, sont exhibés, unis dans leur défense du profit de l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Pie XI : « Si Mussolini périclité, le pays périclité. Mussolini a mis une barrière à l'anarchie à laquelle impitoyablement nous conduisent et nous bouleversent le libéralisme et le socialisme, tous deux condamnés par l'Eglise. »

« Le monde a voulu oublier ce qu'ont fait Franco et ses complices et qu'à Rome, et pas seulement Place de Venise, on a béni le massacre des pauvres. »

« Ainsi finit le grand chant populaire de la République Espagnole. Mais ce fut comme en Espagne, l'Italie partisane, et Varsovie, et Athènes ; encore aujourd'hui, ce fut l'Espagne en Chine, en Israël, en Indonésie, au Guatemala, en Hongrie, au Kenya ; c'est l'Espagne aujourd'hui en Algérie, au Congo, à Cuba. »

« Sur les places des cités, dans les vieilles rues, voilà les importants, les di-

gnitaires, les responsables, les éminents, les éminences, les excellences, les gens en place, les honorables, les notables, les autorités, les prélats, les podestats, les hommes de l'autorisation, de l'intimidation, de l'onction, de la recommandation. Voilà ceux qui fixent le prix du blé et celui de l'âme, qui ont en main le marché du travail et celui des consciences. Et voilà ceux qui ouvrent les portières, qui lèchent les bottes des autorités, et remercient toujours parce qu'ils ne connaissent pas leurs droits. »

Mais ce constat n'est que la base de l'analyse historique que font de cette période les auteurs du film. C'est une démonstration rigoureuse et enthousiasmante de la nécessité de jeter à terre un ordre social qui est le véritable père du fascisme.

Lorsque les ouvriers italiens voient le directeur de Fiat d'alors, entouré de ceux d'aujourd'hui, lécher les bottes de Mussolini, ils ne peuvent plus avoir de doute quant à la nature du régime qu'ils subissent. Les patrons de Fiat n'ont pas payé avec Mussolini ; ils ont simplement changé de serviteurs. La démocratie bourgeoise, dans une période plus stable pour leurs intérêts, les protège à moindres frais.

« Le fascisme a retrouvé son visage d'il y a 50 ans, quand, avant les chemises noires, le conservatisme offrait pour pas cher, sur le marché politique, ses petits groupes provocateurs pour qu'un peu de fascisme visible masque beaucoup de fascisme invisible. »

Ces phrases sont suivies des images des manifestations de juin 1960 à Gênes, de juillet 1960 à Rome, où les flics frappent les élus de l'opposition qui portent des fleurs aux partisans tombés en défendant leur ville contre les nazis, de Reggio Emilia, de Palerme, où les forces de l'ordre ont rougi le pavé du sang des militants antifascistes.

« Qu'est-ce que votre conscience peut en dire ? Il faut choisir. Votre destin

n'est qu'à vous. Répondez », ajoute le commentaire sur les dernières images.

Au cours de la projection, des « mouvements divers » se manifestèrent dans la salle lorsqu'apparurent sur l'écran Lénine, puis Trotsky au cours de l'évocation d'Octobre ; ces mouvements s'amplifièrent quelque peu lorsqu'il fut question de « sanglantes dégénérescences idéologiques » à propos de l'aide de l'U.R.S.S. à la République Espagnole ; mais que peut-on attendre du P.S.I., déclarèrent quelques nostalgiques des bonnes vieilles méthodes. Ce film va trop loin pour eux, il irrite les consciences.

Gramsci avait prévu l'avènement du fascisme et, voix isolée, désirait le front unique. Mais au II^e Congrès du Parti communiste italien, Bordiga et Terracini (majoritaires) font adopter les fameuses thèses de Rome (mars 1922) écartant l'éventualité d'un coup d'Etat fasciste, rejetant la tactique du Front Unique préconisée par l'Internationale.

« Mais l'occupation des usines est une bataille à mener unis. Des conseils d'usines se créent sur l'initiative du groupe « Ordine Nuovo » (journal de Gramsci). Les ouvriers demandent le pouvoir dans le centre du pouvoir. »

Gramsci (dont on susurre qu'il fut exclu pour ses déviations et ses critiques de Staline puis réintégré peu avant sa mort) est aujourd'hui encore au centre de l'actualité. Les « Marxistes-léninistes » italiens (pro-chinois) revendiquent son héritage, les étudiants communistes italiens publient un mensuel « La Citta futura » qui reprend le titre d'un journal fondé par le jeune Gramsci en 1917 ; « l'Unità » et « Clarté » publient sa photo (ce qui ne semble pas particulièrement plaire à la direction du P.C.F., grande partisane de l'Unité prônée par le vieux dirigeant italien... l'explication suivra peut-être, nous l'attendons avec impatience...).

Mais plus encore que la politique erronée prônée par la direction ouvrière traditionnelle à l'avènement du fascisme, celle-ci a obéi au découpage stalinien du

monde, à la chute de Mussolini, est condamnée par le film.

« Avril 45 : l'insurrection libère les dernières villes du Nord, sauve les installations, les ports, les usines, avant qu'arrivent les alliés. Des Alpes aux Apennins, où ils avaient souffert deux hivers, les partisans descendent en ville. A leur tête, les comités de libération. Jamais dans son histoire, l'Italie n'avait connu un mouvement aussi vaste, aussi profond. Plus de deux cent cinquante mille partisans, soixante-dix mille morts. Et l'ennemi ne fut pas seulement le fascisme, le nazisme, mais l'asservissement, l'exploitation et l'injustice qui les avaient précédés et déterminés. Par dizaines de milliers, fascistes et Allemands se rendirent. A Dongo, à Piazzale Loreto, on ne condamna pas seulement les crimes des fascistes. On condamna aussi et surtout un système social qui, pour défendre des privilèges, rend les hommes corrupteurs ou corrompus, oppresseurs ou opprimés. Pourquoi une si grande joie dans la foule ? Pourquoi tant de bonheur ? Ce n'est pas seulement la fin de la guerre et de la peur. Ce fut l'espoir d'une société nouvelle, d'une vraie justice. Ils nous laisseront les yeux pour pleurer. Des dizaines de millions d'êtres ont disparu dans un vide énorme. Ces femmes ne pleurent pas seulement les morts. Elles pleurent sur nous, les vivants, obligés de lutter pour expliquer ce qui est arrivé, pour dominer les forces de destruction. »

Où, pourquoi soixante-dix mille morts, pourquoi une si grande joie ? Le « Répondez » que jettent les réalisateurs du film doit avoir une amère résonance aux oreilles des inconditionnels de l'apologie et de la coexistence pacifique.

D. R.

(1) Franco Fortini, auteur du commentaire de « All'Armi Siam Fascisti » a également collaboré au film « Grèves à Turin », dont de larges extraits sont publiés dans la revue de cinéma « Positif » n° 53 de juin 1963.

LES APOLOGISTES DE STALINE

Mentionnons à ce propos que M. M.V. est fort mal inspiré dans ses exemples : La Bolivie réserve des surprises à M.V. qui ne parle pas du Pérou et de Ugo Blanco, mais il a le triste cynisme de parler d'« auto-liquidation » des trotskystes en Chine et au Vietnam, sans voir le reflet sur ses mains du sang de nos camarades, leaders des prolétaires des grandes villes de Chine, liquidés dans d'ignobles amalgames ; du sang de nos camarades vietnamiens, et en particulier de Ta Thu-tau, si respecté au Vietnam que même ses assassins n'osèrent signer leur crime.

Si l'homme qui se cache derrière les initiales M.V. est celui que nous n'enons, il est bien placé pour savoir que la révolution algérienne a reçu de notre mouvement autre chose que des conseils. Les révolutionnaires cubains savent qui les défend à l'intérieur de la citadelle impérialiste des U.S.A. et qui combat en Amérique latine sur la ligne de la Deuxième Déclaration de La Havane. Et la révolution mondiale n'est pas achevée. Le trotskysme a été pour le passé la défense héroïque, à un contre mille, du drapeau du véritable communisme. Mais l'avenir lui est ouvert. Il est aujourd'hui le spectre qui hante le monde, en général, comme les M.V. en particulier.

L'opinion qu'ont de nous des aventuriers qui changent de convictions politiques en même temps que de mangeoire ne nous intéresse pas. Mais aux jeunes qui peuvent être influencés par la puissance de tel ou tel Etat ouvrier, et croire qu'à celle-ci on mesure la vérité des conceptions théoriques de ses dirigeants, nous disons avec Lénine : « En politique, celui qui croit sur parole est un imbécile incurable ». Nul ne deviendra révolutionnaire qui accepte la révision de l'Histoire en fonction de la raison d'Etat ou de l'opportunité du moment. Seule la vérité est révolutionnaire. Elle est le critère décisif. A sa pierre de touche peut s'estimer le trotskysme, au double titre de son apport théorique et du combat acharné sur tous les fronts de la petite phalange qui porte son drapeau.

M. LEUWEN.

La théorie des voies pacifiques du socialisme et les luttes des travailleurs (LETTRE D'UN CORRESPONDANT)

Dans la classe ouvrière, la dernière période a été dominée d'une part, par la décision du Congrès du P.C.F. et d'autre part par les luttes de la fonction publique de Mars à Juin.

Le congrès du P.C.F. entérinant la thèse selon laquelle une étape démocratique est indispensable avant de songer au socialisme, même si pour renverser le régime il est nécessaire de recourir à « un mouvement de masse d'une puissance inégalée » a agi sur les luttes des travailleurs du secteur public, à la manière d'un coup de frein brutal.

Lorsque, le 13 mars, la plupart des travailleurs des entreprises nationalisées et des services publics, se sont ralliés à la grève des cheminots, le mouvement ainsi créé rencontra un grand élan d'enthousiasme, bien que l'unité ne fut pas réalisée, loin s'en faut, dans de nombreux secteurs.

Les militants de la C.G.T. se donnèrent à fond. Dans de nombreux cas les adhérents et militants de la C.F.T.C. et de F.O. furent ébranlés, et parfois participèrent aux actions. Les mots d'ordre de débrayage furent très suivis. Dans de nombreux cas, en province, il y eut des manifestations de rue d'une ampleur rarement égalée, dans de nombreuses localités, les ouvriers du bâtiment, de la métallurgie, etc... vinrent se joindre au mouvement, et en Bretagne, malgré une opposition très vive de la C.F.T.C., des délégations de dirigeants agricoles participèrent aux manifestations.

Si cette journée a soulevé cet enthousiasme, c'est que les travailleurs ont maintenant pleine conscience que sans une attaque générale contre le pouvoir, il n'est plus possible d'obtenir des résultats importants sur leurs revendications ; ils ont pensé que les syndicats, et particulièrement la C.G.T., étaient décidés à déclencher de telles actions.

Ceci est surtout valable pour les services publics. Dans le secteur privé, il apparaît que cette journée a donné un coup de jarret aux actions et, pendant une courte période, certains résultats ont été obtenus, jusqu'à l'intervention du gouvernement contre l'augmentation des salaires dans les entreprises privées, jugée par lui trop importante.

Si, par la suite, les mouvements séparés dans la S.N.C.F. et les P. et T. furent un échec, cela marque, en règle générale, une déception de ceux qui pensaient continuer sur la lancée du 18 mars.

La journée d'action du 3 juin, à l'E.G.F., ne fut pratiquement pas suivie, et, pour la première fois, plusieurs syndicats des différents centres ont écrit à leur fédération C.G.T. pour poser des questions sur la pratique et les perspectives des luttes.

La journée nationale d'action du 10 juin dans la fonction publique fut un véritable fiasco. De nombreuses U.D.-C.G.T. ne lancèrent aucun mot d'ordre et là où elles le firent il n'y a pratiquement pas eu de résultats.

Le C.C.N. de la C.G.T. à l'ordre du jour duquel figurait la discussion de ces problèmes, n'a apporté aucun éclaircissement.

Quelques orateurs ont effleuré en passant les difficultés qu'ils avaient rencontrées dans leurs U.D. pour préparer cette journée du 10 juin, surtout auprès des secrétaires de syndicats des services publics qu'ils n'arrivaient pas à convaincre de la justesse du mot d'ordre. Seul le secrétaire de l'U.D. des Ardennes s'est étendu plus longuement sur cette question, mais sans jamais mettre en cause la ligne de la Confédération.

L'explication des secrétaires confédéraux est, que si ça n'a pas marché à la base c'est que les responsables n'ont pas expliqué suffisamment le changement de tactique et qu'il faut maintenant expliquer — expliquer — expliquer.

Il faut expliquer que c'est la faute des autres et particulièrement de F.O. qui se contente actuellement des subventions du gouvernement. Il faut expliquer que, bien sûr, la C.G.T. est prête à appeler à un mouvement d'ensemble, même s'il aboutit au renversement du régime, mais qu'il faut pour cela réaliser l'unité la plus complète au sommet, ce qui ne semble pas être pour demain. Il faut expliquer la nécessité du programme commun, seul susceptible d'enthousiasmer les masses. Il faut aussi se méfier des groupuscules politiques qui...

C'est tout ! Mais le malaise demeure entier à l'échelon des secrétaires d'U.D. Le manque de confiance dans les mots d'ordre actuels se manifeste constamment dans les discussions qui se déroulent entre le saucisson et le dessert. C'est, je crois, un fait nouveau qui traduit l'opposition que ces camarades rencontrent dans les organismes de base, opposition à laquelle ils sont incapables d'apporter un remède aussi bien après qu'avant le C.C.N.

Une chose est certaine, la C.G.T. craint autant que les autres confédérations, un mouvement d'ensemble qui risque de remettre en cause l'étape démocratique et le passage pacifique au Socialisme.

G. P.

libérez Ismael Frias !

Ismael Frias, jeune leader révolutionnaire trotskyste péruvien bien connu, compagnon de Hugo Blanco, figure parmi les premiers arrêtés politiques par la police du président Belaunde, à la suite des événements qui ont eu lieu dernièrement à Lima et dans le Pérou.

Ismael Frias avait effectué un séjour de plusieurs mois en Algérie afin de se familiariser avec les conquêtes de la Révolution Algérienne.

Toutes les organisations ouvrières se doivent de protester contre la répression policière qui s'abat sur les révolutionnaires péruviens et de réclamer la libération immédiate d'Ismael Frias, de Hugo Blanco et de tous les emprisonnés politiques.

Ismael Frias fut arrêté le 29 mai 1964 en compagnie de Oswaldo Walderramane et Alejandro Vento, dirigeants métallurgistes.

Ils furent incarcérés immédiatement après la suspension des garanties constitutionnelles, décrétée par le gouvernement à la suite des événements du Stade National à Lima.

La véritable raison de ces emprisonnements c'est la grève des ouvriers métallurgistes (qui s'est terminée avec succès) et la grève des employés des Banques qui se poursuit.